



Séance du 10 février 2015.
Restitution de l'intervention de :
François Riether

Par l'équipe d'auditeurs : Barbara, Joëlle, Michèle, Roland, André et Gilles

TITRE : La République de Weimar (1919 – 1934)
Pourquoi la première tentative de démocratie en Allemagne a-t-elle échoué ?
Première partie

Je vais vous parler de la République Démocratique d'Allemagne qui est plus connue sous le nom de République de Weimar et qui n'a tenu le coup que quinze ans. C'est un peu mieux que la Première République, que notre II^{ème}, et même que la IV^{ème} République. Cela a duré de l'abdication du Kaiser, le 9 novembre 1918 et la promulgation de la constitution en août 1919, jusqu'à la mort d'Hindenburg en 1934, où Hitler s'est bombardé à la fois chancelier et président de la république (Reichführer et Reichskanzler), et à partir de ce moment-là, il n'y a plus aucune trace de la Constitution. Je rappelle qu'Hitler s'est fait nommer chancelier en 1933, alors que c'est encore la République. C'est pour cela que j'ai pris 1934 comme date de la fin de la République de Weimar.

Dans les années vingt, Berlin avait, en quelque sorte, pris le relais de la Vienne de la Belle Époque, et, comme l'on dit, « *c'est à Berlin que ça se passait* ». Berlin était à l'avant garde à tous les niveaux, que ce soit le vote et la libération des femmes, la libération des mœurs, totale liberté d'expression, un véritable foisonnement culturel, une formidable créativité scientifique et artistique, avec du théâtre, du cinéma, de la littérature, de la musique, du jazz, avec la création du label « *Blue Note* » par des berlinois. Il y avait aussi les beaux-arts et l'architecture, la photographie, Robert Capa était berlinois, et l'on pourrait énumérer encore longtemps tout ce qui se passait à Berlin, et pendant ce temps-là on se tirait dessus dans les rues, et la peste brune couvait. On connaît la suite.

Comment expliquer cet échec ? Les causes sont nombreuses et complexes, culturelles, historiques, politiques, économiques, sociales voire même psychologiques. Je vais essayer d'en faire la généalogie. Dans une première partie, ce seront les antécédents historiques et culturels, dans la deuxième partie, la naissance de la République de Weimar (1918-1919), pour cette semaine, et la semaine prochaine, j'aborderai l'histoire de la République de Weimar, et une partie sur les éléments de psycho-sociologie qui s'y rattachent.

Pourquoi la première tentative de démocratie en Allemagne a-t-elle échoué ? Une partie de la réponse est dans la question : si c'était la première tentative, c'est qu'il n'y en avait pas eu d'autre avant. Il n'y avait pas de tradition démocratique dans l'Allemagne de 1918, cela permettra de souligner le magnifique travail qu'ont fait les allemands après la deuxième guerre mondiale, qui

ont réussi, non seulement la dénazification, mais aussi à faire entrer dans leur composante politique la démocratie, ce qui n'était pas évident. Sans remonter aux anciens germains, je pense à l'historien romain Tacite, qui en 98 avait écrit *La Germanie*, lecture favorite de Himmler, car les germains, non encore christianisés y étaient célébrés pour leur bravoure et leur amour de la liberté, et pour l'élection de leur chef, ce qui n'était pas le cas des romains, sauf à la fin de l'empire. Cette démocratie germanique n'avait pas grand-chose à voir avec nos démocraties libérales modernes. C'est avec la christianisation que les souverainetés sont devenues de droit divin, héréditaires et ont été appropriées par une noblesse fondée sur la propriété foncière, avec les Mérovingiens, les Carolingiens, Charlemagne et ses descendants, et particulièrement en Allemagne, il existe deux personnages très populaires parmi les allemands, c'est d'une part Henri l'Oiseleur, qui a unifié les francs et les saxons, et surtout, Otton Premier, qui a fondé en 955 le saint empire romain germanique, que l'on a appelé le premier empire (il y en a eu trois), qui a tenu jusqu'en 1806 avec Napoléon.

Je vais partir plus sérieusement du moment où l'idée de nation allemande a commencé à prendre corps, c'est à dire au début du XVI^{ème} siècle, en particulier avec Martin Luther (1483-1546). En 1517, ce sont les fameuses 95 propositions qu'il placarde sur les portes du couvent de Wittenberg où il s'en prend à Rome, et je voudrais surtout vous parler de la guerre des paysans (1524-1525). Martin Luther était un moine augustinien, et à ce titre, il luttait pour l'avènement d'une cité terrestre, sur le modèle de la cité de Dieu, avec hiérarchie, discipline et ordre moral. Les chrétiens, et en particulier le clergé, ne doivent plus être soumis à Rome, mais exclusivement à Dieu et au Prince. Lorsque éclate, en 1524, la guerre des paysans, que l'on a appelé « *le soulèvement de l'homme ordinaire contre le servage, l'impôt et les corvées* », Luther a pris, tout naturellement, le parti des princes. Il y a quelques écrits très violents de cette époque-là ; il a écrit contre les bandes de pillards, de meurtriers, de paysans, en 1525, un petit extrait : « *Tous ceux qui le peuvent doivent assommer, égorger et passer au fil de l'épée, en sachant qu'il n'est rien de plus venimeux, de plus nuisible, de plus diabolique qu'un rebelle. C'est pourquoi, cher Seigneur, poignardez, pourfendez, égorgez à qui mieux mieux* ». Quelques mois plus tard, il publie « *Contre les prophètes célèbres* » un autre pamphlet, je cite : « *A nouveau, les hordes de paysans en train de piller et de tuer, il faut les pulvériser, les étrangler, les saigner, en secret et en public, dès qu'on le peut, comme on doit le faire avec des charmes* ». Et c'est Luther qui est l'auteur de cette fameuse formule qui est restée dans la mentalité allemande : « *Obéir est le premier devoir du citoyen* ». Cette attitude de Luther a laissé une trace très profonde dans la mentalité allemande.

Je vais faire un survol rapide de ce que j'appelle les principaux rendez-vous manqués avec la démocratie dans l'histoire de l'Allemagne. Je commencerai par la Guerre de 30 ans (1618-1648), qui se termine par le traité de Westphalie et un affaiblissement du Saint Empire, non pas au profit d'un processus de démocratisation, mais au contraire, en favorisant la création d'une mosaïque d'états plus ou moins despotiques, au nombre de 365, un par jour de l'année, sous la coupe de la Prusse des chevaliers teutoniques, qui a été fondée en 1220, avec la dynastie des Hohenzollern. Le fondateur de cette dynastie est Frédéric I^{er}, puis Frédéric II, le copain de Voltaire, et les fameux 3 empereurs : Guillaume I^{er}, Frédéric III qui n'a régné que 6 mois, puis Guillaume II qui a terminé cette dynastie en 1918. Frédéric III avait épousé la fille de la Reine Victoria, ce qui fait que le Kaiser Guillaume II était le petit fils de la Reine Victoria. 1888 est une date extrêmement populaire, tous les allemands connaissent cette date, comme 1515 pour nous : il y a eu cette année-là trois empereurs, dont Frédéric III, pendant 6 mois seulement. Il faut préciser que la Prusse de cette époque est une monarchie absolue, un état très autoritaire, basé sur l'alliance entre la noblesse, l'armée et les grands propriétaires terriens. Avec en arrière-plan une église protestante extrêmement rigoureuse, que Max Weber a parfaitement bien décrite dans « *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* », frugalité, travail, sens du devoir accompli, en restant à sa place. Et dans le même temps, à cette époque-là, dans ce qui allait devenir l'Allemagne, un énorme complexe d'infériorité vis à vis de ce qui était la culture dominante à l'époque, c'est à dire la France des lumières.

Je passe à la Révolution française, qui avait suscité, en Allemagne, d'énormes espoirs, particulièrement dans les milieux progressistes et intellectuels ; comme l'on dit : « *Ils avaient cru en Bonaparte et Napoléon les a déçus* ». Pour exemple de cela, c'est Beethoven qui avait dédicacé sa « *Symphonie Héroïque* », et lorsque Bonaparte est devenu Napoléon, il a rayé la dédicace. Mais c'est aussi valable pour Heinrich von Kleist, *Le Prince de Hombourg* (*Prinz Friedrich von Homburg oder die Schlacht bei Fehrbellin*) est une pièce écrite en 1808-1810, pour pousser le Roi de Prusse à déclarer la guerre à Napoléon (Dans la représentation donnée cette année au festival d'Avignon, malheureusement, le metteur en scène a quelque peu oublié ce côté politique de la pièce). Pour de nombreux intellectuels prussiens, Hölderling, Schelling, Hegel, Herder, Fichte célèbre pour son « *Discours à la nation allemande* », l'idée de nation allemande fait son chemin.

Napoléon envahi bien sûr toute la Rhénanie et parvient jusqu'à l'Elbe et le 6 août 1806 il dissout le *Saint Empire* et crée la *Confédération du Rhin* qui est une alliance militaire au sein de laquelle les principautés gardent leurs régimes autoritaires, et les idéaux de la Révolution passent à la trappe. On retrouve la volonté de Napoléon de structurer l'Allemagne sur le modèle français, avec des départements, on retrouve le césarisme et le méthodisme de Napoléon qui se bombarde protecteur de la confédération, il nomme son frère Jérôme roi de Westphalie, royaume fantoche créée face à la Prusse et à l'Autriche, qui n'a pas grand sens. Et il y a surtout la violence de l'occupation militaire, les allemands ont énormément souffert de l'occupation des troupes napoléoniennes, au point que Kleist, toujours lui, a traité Napoléon de « *Tyran colonisateur* ». La conquête napoléonienne a développé le sentiment national, plutôt que le désir de démocratie. Le nationalisme allemand basé sur « *Blut, Boden, Sprache* », c'est à dire le sang, le sol et la langue, se développe en opposition au nationalisme français basé sur le fait de partager une valeur commune, comme le dira Renan, un siècle plus tard. Ce triste épisode napoléonien se termine par le congrès de Vienne, avec Klemens von Metternich et Charles de Talleyrand-Périgord en 1815, et c'est un retour à la situation ancienne, seul changement, le *Saint Empire Romain* germanique devient *Confédération Germanique*. Les noms ont changé, mais absolument pas les hommes politiques.

Dès lors, le XIX^{ème} siècle allemand est dominé par la question de l'unité nationale, de la construction d'un état indépendant de l'empire des *Habsbourg*, bien plus que par la question démocratique, contrairement à la France. On peut distinguer trois grandes étapes :

- La première, *Zollverein*, c'est à dire l'union douanière, dominée par la Prusse qui rassemble presque la totalité des états allemands, qui est une union purement commerciale, marché intérieur unique, sorte de zone de libre-échange avec un fort protectionnisme vis à vis de l'intérieur. L'architecte de cette union est l'économiste *Friedrich List*. Cette union douanière a largement préparé l'union politique de l'Allemagne, et j'ajouterai que cela a servi de modèle à la construction de l'Europe : Monet, Schumann, et les autres s'en sont largement inspiré, et l'on peut dire que cela n'est pas franchement un modèle de démocratie.
- Deuxième étape : 1848, le printemps des peuples. Il y a des barricades dans toute l'Europe et dans tout l'Empire ; en mars, une assemblée nationale allemande élue au suffrage universel masculin le 18 mai forme le parlement de Francfort qui se divise tout de suite en ce que l'on appelle « *Grossdeutschen* » (les grands allemands partisans d'une Allemagne qui inclurait l'Autriche), et « *Kleindeutschen* » (les petits allemands partisans d'une Allemagne sans l'Autriche, sous la coupe de la Prusse). Le parlement de Francfort se déchire, et, malgré tout, en mars 1849, il y a le vote d'une première constitution allemande, avec un empereur héréditaire et deux assemblées élues, dont une au suffrage universel, les *kleindeutschen* s'y opposent menés par le chancelier autrichien Schwarzenberg, et finissent par l'emporter. Cette première constitution ne sera jamais

appliquée et la confédération germanique qui a établi le parlement de Francfort le dissous deux semaines plus tard et la confédération germanique est rétablie, et la Prusse est dotée d'une constitution monarchique avec une chambre haute, *Herrenhaus*, où siègent nobles et grands propriétaires terriens, les *Junkers*, et une chambre des députés élue au suffrage censitaire, donc autant dire que les classes laborieuses ne sont absolument pas représentées. La Prusse reste un état militaire et policier, dominé par la noblesse, c'est donc l'échec du printemps des peuples.

- La troisième étape de la construction de l'unité allemande, c'est Otto von Bismarck qui en est le véritable artisan, Chancelier de 1862 à 1890. C'est le type même de l'aristocrate protestant autoritaire et cassant. On le surnommait « *Der eiserne Kanzler* », ce qui signifie le Chancelier de fer cela veut tout dire ! (d'ailleurs, le surnom de Margaret Thatcher vient de là). L'Allemagne devient une puissance industrielle de premier plan, il y a un énorme effort démographique et économique, qui se base sur une sorte d'échange entre la neutralité politique du citoyen, en échange de la prospérité et de la sécurité. C'est un état d'esprit très particulier qui a inspiré *Nietzsche*. Deux dates importantes :
 - c'est le 18 janvier 1871, à l'issue de la victoire sur la France, la création du premier état allemand dans la Galerie des Glaces du château de Versailles, c'est donc le II^{ème} Reich, (le premier : Frédéric III et Guillaume II), c'est une monarchie constitutionnelle. Le roi de Prusse devient empereur héréditaire d'un état fédéral composé de 25 états, plus l'Alsace-Lorraine qui a un statut spécial. Le *Bundesrat* représente l'état fédéré, le *Reichstag* vote l'impôt et les lois, il est élu au suffrage censitaire à trois collèges, ce qui exclut de fait les représentants des travailleurs. Le Chancelier, que l'on appelle le *Reichskanzler*, est le chef de l'exécutif ; c'est automatiquement le ministre-président de Prusse, il est nommé et révoqué par l'Empereur, et il mène la politique : c'est vraiment la Prusse qui domine l'état fédéral. C'est un régime hyper-présidentiel à deux têtes.
 - La deuxième date de l'époque de Bismarck que je veux vous indiquer, c'est 1875 avec la création du SPD ; c'est le parti socialiste allemand qui a été très fortement combattu par Bismarck. Et pour le couper de sa base, Bismarck a eu l'idée de promulguer des lois sociales extrêmement en avance, notamment sur la France, avec des assurances maladie, assurances accident de travail, assurances vieillesse et invalidité (pratiquement, nous ne les avons eu qu'en 1945), augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail. Mais ces protections sociales sont octroyées d'en haut, et ne sont absolument pas le résultat de négociations, ou de délibérations collectives. On reste dans un système où tout vient d'en haut, il n'y a pas de démocratie sociale. Pour conclure cette partie, je dirais qu'aucune tentative de création d'un état allemand ne s'est faite sous la forme d'une exigence démocratique, pas de processus d'installation progressive de la démocratie, comparable avec ce qui s'est passé en France au XIX^{ème} siècle, et en particulier sous la III^{ème} République.
- On peut ajouter à cela un contexte culturel peu favorable à la démocratie. Une lecture biaisée de Darwin, qui transpose la notion de lutte pour la vie à la société humaine, ce que l'on appelle le darwinisme social, la lutte des races, plutôt que la lutte des classes, et l'affirmation du droit à la survie des seuls plus forts. Toute mesure en faveur des défavorisés et des plus faibles fait obstacle à l'évolution de l'espèce, ce que l'on appelle l'eugénisme racial, que les nazis ont très largement développé. Il y a aussi la conception de Wagner du pangermanisme, sa haine de la démocratie, et des juifs ; il fait trop l'ambiguïté d'un certain nombre de textes de Nietzsche, il faut bien le dire, où l'affirmation du surhomme peut prêter à confusion. Il faut reconnaître que Nietzsche n'était pas un ami de la démocratie, bien loin de là. Il y avait un cercle pangermaniste qui militait pour un grand Reich allemand, en combattant tout ce qui n'était pas allemand, c'est à dire : la démocratie, le libéralisme, le capitalisme, aussi bien que le marxisme ; ils combattaient tout ce qui n'était pas germanique.

- D'innombrables sociétés secrètes refusant toute rationalité et tournées vers l'ésotérisme et l'occultisme, pratiquant les rites païens d'une race nordique prétendument supérieure ; je vais en citer quelques-unes : l'*Ordre du nouveau temple*, la *Société pour l'hygiène de la race*, et la plus connue est la *Société de Thulé* (qui est à l'origine du parti national socialiste).
- Et pour finir, je citerai certains psychanalystes férus de spiritualité exotique, d'occultisme et d'alchimie qui vont jusqu'à fantasmer l'existence d'un inconscient collectif aryen qui serait supérieur à celui des Juifs... . Je cite une phrase : « *L'inconscient aryen a un potentiel plus important que celui des juifs* ». Tout cela mis en forme donne une pensée anti démocratique, un profond pessimisme culturel, que la première guerre mondiale a poussé à son paroxysme. Je pense à la phrase célèbre de Paul Valéry : « *Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles* » (1919). Et c'est cette civilisation qui a produit la grande et absurde boucherie de 1914/1918. On ne peut comprendre cette période et l'échec de la démocratie de Weimar que dans la cadre de la perte des valeurs humanistes et de l'effondrement des promesses des lumières qui caractérisent l'après première guerre mondiale, cette ambiance de fin du monde. La démocratie apparaît comme le régime des faibles, basée sur la pitié qui sous-tend la passion pour l'égalité. Oswald Spengler a résumé cet état d'esprit dans « *Le déclin de l'Occident* » (1918-1922), je cite : « *L'homme est un carnassier. Tous les parangons de vertu qui veulent échapper à ce constat ne sont que des fauves aux dents cassées. La vie dans le danger, la vraie vie de l'histoire, retrouve ses droits, la barbarie originelle se réveille dans un sentiment universel nordique, que l'atrocité du destin humain emplît de joie* »

Ceux que les nazis qualifieront d'«*artistes dégénérés*» ont tous dénoncé évidemment ce malaise : je pense à Dada, à Otto Dix, Max Beckmann, Georg Grosz, en littérature à Joseph Roth, Stefan Zweig, qui a écrit « *Les mémoires d'un européen, la fin d'un monde* », Karl Kraus qui a écrit « *Les derniers jours de l'humanité* », Robert Musil, avec son « *L'homme sans qualité* », Bertold Brecht, je cite : « *L'homme n'est né ni bon, ni méchant; il est né affamé. Tout m'intéresse, du moment que je peux le bouffer* », c'est la première version de Baal (1918).

Les historiens français Annette Becker et Stéphane Audouin-Rouzeau, en rejoignant le point de vue de l'historien américain George Mossé parlent de «*brutalisation*», c'est le contrepied de Norbert Elias, et ils parlent d'une « *culture de guerre* ».

Tous ceux qui avaient trouvé dans la camaraderie des tranchées une sorte de deuxième famille, de communauté affective dans la proximité de la mort, se retrouvent perdus une fois démobilisés et forment une génération de traumatisés. D'où la prolifération d'associations d'anciens combattants que l'on appelle les *Freikorps*, ce sont en français des Corps francs, milices formées à l'initiative d'anciens officiers démobilisés, marquées politiquement à droite et utilisées dans la lutte contre les révolutionnaires, puis dans les putschs contre la démocratie , le *Stahlhelm*, qui signifie en allemand le casque d'acier, qui sont de futures recrues des organisations nationalistes et en particulier des SA. Donc beaucoup d'anciens combattants seront recrutés dans ces organisations paramilitaires, d'où aussi de nombreuses complicités entre armée officielle, la Reichswehr (Armée de l'empire) et les organisations paramilitaires qui amènent des cellules nazies qui se sont constituées au sein de l'armée, certaines unités ont reçu l'ordre de ne pas tirer sur les nationaux-socialistes en cas de coup de force.

D'où aussi les nombreuses émeutes meurtrières et les assassinats politiques qui ont émaillé la courte vie de la République de Weimar. Entre 1919 et 1922, en 3 ans, il y a eu 35600 assassinats politiques ; ce qui donne un peu une idée de cette ambiance, le film de Bertrand Tavernier, «*Capitaine Conan*», qui est un film d'une violence absolument terrible, je pense à

«*Ceux de 14*» qui passait sur FR3, une très belle reconstitution de la vie dans les tranchées, les BD de Tardi, toute une littérature de guerre, en Allemagne Ernst Jünger, Erich Maria Remarque : « *A l'ouest, rien de nouveau* », en France, on n'est pas en reste, on a eu Dorgelès, Barbusse, Barrès, Georges Sorel, Céline, et d'autres. Et puis des souvenirs du front, de captivité : on en parle dans les familles ; pour sortir un peu de l'histoire, mon grand-père qui était alsacien, est parti en 1914 dans l'armée allemande. Il a été envoyé sur le front russe, et comme il ne voulait pas la guerre, il s'est constitué prisonnier auprès des troupes russes. Dans un premier temps, du temps du Tsar, ces gens qui étaient relativement nombreux, étaient relativement bien traités, en tant que prisonniers volontaires. Lorsque les bolchéviques sont arrivés au pouvoir, tout a changé, ils ont été traités très durement et mon grand-père me racontait qu'il a assisté à des décimations, c'est à dire qu'il y avait un commissaire du peuple qui passait et il en choisissait un sur dix, à la tête du client, qui était exécuté, parce que les prisonniers coûtaient trop cher à entretenir. Vous imaginez l'anti bolchévisme viscéral qui s'est propagé dans les familles à la suite de ce genre de faits. J'ajouterai que les bolcheviques n'ont pas renvoyé tous les prisonniers, ils en ont gardé quelques-uns en camp de travail, et dans de nombreuses familles alsaciennes, en 1945 des familles attendaient le retour d'un fils qui était prisonnier, et bien, c'est le père qui est rentré. Les familles avaient refait leur vie puisque le père avait été porté disparu, et vous imaginez les drames qui sont arrivés.

Pourquoi le nazisme l'a-t-il emporté en Allemagne, alors qu'en France les ligues ont lamentablement échoué le 6 février 1934, (les croix de feu, l'action française, etc...) ? En France, on a eu le Front populaire, en Allemagne, Nuremberg... Cela m'amène à une première conclusion : la démocratie n'a sombré dans la dictature après la 1^{ère} guerre mondiale que là où l'existence préalable d'États autoritaires monarchiques avait anesthésié les esprits: c'est vrai pour l'Italie, c'est vrai pour l'Espagne, c'est vrai pour la Russie et pour l'Allemagne. Il faut croire que la démocratie est un processus de long terme, qui a besoin d'un terreau social et culturel favorable. C'est une condition nécessaire, mais loin d'être suffisante : il n'y a qu'à voir avec les printemps arabes, cela demandera du temps.

Je passe à la fin de la 1^{ère} guerre mondiale, après cette longue introduction sur l'histoire de l'Allemagne. Je partirai de la révolution d'octobre 17 en Russie. Lénine avait annoncé son programme dans ses «*thèses d'avril*» : la paix, la terre et tout le pouvoir aux soviets. Les services secrets allemands avaient organisé son passage de Suisse en Russie, le fameux wagon plombé, comptant sur la fin de la guerre à l'est pour ramener leurs troupes sur le front de l'ouest. Dès décembre 17, l'armistice Russie-Allemagne, puis le traité de Brest-Litovsk au début 1918.

Depuis le début 1917, le Reich était en fait dirigé par l'état-major, Erich Ludendorff et Paul von Hindenburg, reprenez bien ces noms, car ils vont revenir tout au long de l'histoire. Ce sont deux très grands adversaires de la démocratie. Se sentant vainqueurs à l'est, ils lancent aussitôt une grande offensive en Champagne, Picardie et Flandre, nous sommes en 1917, mais les troupes venant du front de l'est sont fatiguées et démoralisées et les déserteurs sont de plus en plus nombreux. Les États-Unis sont entrés en guerre depuis le 6 avril 1917, suite en particulier à la guerre sous-marine à outrance déclarée par l'état-major allemand en février 1917. Les troupes américaines sont plus nombreuses et fraîches, équipées de chars ; l'ensemble des armées alliées sont réorganisées et placées sous le commandement de Foch, nommé généralissime. C'est un échec total de l'offensive allemande. Les lignes allemandes, «*ligne Hindenburg*» sont enfoncées et la défaite militaire est inéluctable, alors que le territoire national et l'appareil industriel sont encore relativement intacts, la guerre s'étant déroulée surtout en France et en Belgique, pas tellement en Allemagne.

Conscients de la situation, Hindenburg et Ludendorff exigent, dès le 1 octobre 1918, la formation d'un gouvernement qui soit en mesure de conclure rapidement un armistice dans des conditions honorables, tant que la troupe tient encore un peu. Hindenburg écrit au gouvernement

le 3 octobre, je cite : «*Dans ces conditions, le grand État-major propose de cesser le combat, afin d'éviter des victimes inutiles au peuple allemand et à ses alliés. Chaque journée perdue coûte la vie à des milliers de braves soldats* ». Hindenburg est encore raisonnable à ce moment-là, cela ne va pas durer. Le Kaiser nomme le jour même un nouveau chancelier, le prince Max de Bade, personnalité consensuelle, qui forme un gouvernement de coalition chargé de demander l'armistice. Les sociaux-démocrates Friedrich Ebert et Philip Scheidemann acceptent d'y participer pour ne pas abandonner la patrie en danger. Le 16 octobre, le président des États-Unis, Woodrow Wilson, fait connaître ses conditions :

- évacuation immédiate des territoires occupés par l'armée allemande
- arrêt de la guerre sous-marine à outrance
- garanties satisfaisantes concernant la pérennité de la domination militaire des alliés
- abolition du pouvoir impérial.

Le 23 octobre, Wilson lance un ultimatum qui exige le départ du Kaiser, je cite : «*Les États-Unis ne peuvent conclure de paix qu'avec les véritables représentants du peuple allemand... Si les États-Unis devaient négocier aujourd'hui ou dans l'avenir avec les chefs militaires et les autocrates monarchistes, ils exigeraient une reddition sans conditions* ». Certains proposent une levée en masse sur le modèle de la France en 1792 : Carnot : «*la Patrie est en danger*». Ludendorff refuse, craignant que le peuple en armes ne devienne incontrôlable. Ludendorff et Hindenburg rejettent l'ultimatum de Wilson, et alors que le front craque partout, ils exigent du gouvernement la rupture des négociations de paix et qu'il lance un appel au peuple à combattre «*jusqu'au dernier homme* ». Ils prétendent disposer d'un renfort de 600 000 hommes, c'est évidemment un coup de bluff, mais cela aurait pu marcher, car la majorité des allemands croyaient encore à la victoire et l'opinion publique n'avait absolument pas été préparée à la défaite : encore en septembre des affiches largement diffusées proclamaient que «*la victoire finale est proche* »...

Le gouvernement refuse bien sûr la proposition de Ludendorff, met fin à la guerre sous-marine et démet Ludendorff du commandement suprême de l'armée. Mais la manœuvre de Ludendorff et Hindenburg avait un objectif politique : leur permettre d'échapper à l'obligation de signer un armistice honteux. Ils seront absents le 11 novembre 1918. La première guerre mondiale se termine par une lourde défaite militaire, que l'État-major a cherché à faire passer pour une défaite politique imputable au gouvernement, et particulièrement aux sociaux-démocrates. C'est ainsi que naît la fable que l'on appelé du «*coup de poignard dans le dos*», s'appuyant sur le sentiment des combattants d'avoir été trahis par «*ceux de l'arrière qui se la coulaient douce*», pendant qu'ils souffraient et mouraient dans les tranchées. Cette fable sera abondamment utilisée par les adversaires de la République : «*On aurait pu continuer la guerre et négocier en position de force, les démocrates ont trahi le peuple*». Beaucoup d'Allemands y ont cru, d'autant plus que la guerre s'était déroulée essentiellement hors d'Allemagne, il n'y avait pas de villes détruites comme cela a été le cas en 1945, l'aviation n'était pas au même niveau.

Après quelques tergiversations, le 9 novembre à 11 heures du matin, Max de Bade annonce l'abdication du Kaiser, qui s'enfuit en Hollande où il mourra en 1941. Les deux fondements de l'État autoritaire prussien, le militarisme et le pouvoir personnel s'effondrent, et la révolution a déjà éclaté dans une grande partie de l'Allemagne.

J'évoquerai dans ma deuxième partie les circonstances particulièrement difficiles dans lesquelles est née la première démocratie allemande:

- Divisions de la gauche et révolution de novembre - décembre 1918
- Le Traité de Versailles
- Si j'ai le temps, la constitution et les principaux partis politiques.

Divisions de la gauche et révolution de novembre 1918 : un gros morceau où je vais parler de Rosa Luxembourg. Les démocrates, centristes et SPD, sont donc attaqués sur leur droite par

les monarchistes et les nationalistes qui leur font endosser la responsabilité de la défaite et les accusent d'avoir trahi le peuple allemand, mais ils sont tout aussi violemment attaqués sur leur gauche, par ceux qui les accusent d'avoir trahi la Révolution et sont eux aussi prêts au coup de force pour abattre la démocratie.

Je reviens quelques années en arrière, à la fondation du SPD qui aidera à comprendre ce qui s'était passé. Le Sozialistische Partei Deutschlands (SPD - Parti Socialiste Allemand) a été fondé en 1875 par August Bebel et Wilhelm Liebknecht, père du spartakiste Karl Liebknecht, formé de deux tendances très différentes, d'une part, le parti social-démocrate fondé en 1869, *conseilliste* et marxiste, et des *Lassalliens*, disciples de Ferdinand Lassalle, réformiste. Dès l'origine, donc, division au sein du SPD, entre «*Réformistes*» méfiants vis à vis du marxisme (Eduard Bernstein), et «*Révolutionnaires*» (Rosa Luxemburg / Karl Kautsky).

En novembre 1912 se tient le congrès de Bâle que l'on a appelé «*Congrès de la paix*» de l'Internationale ouvrière dans le contexte de la guerre des Balkans. Appel général à la paix, mais pas de stratégie précise quant aux moyens à utiliser pour empêcher la guerre. Rosa Luxemburg, avec l'aide de Lénine, fait adopter une résolution stipulant qu'en cas de conflit, le devoir de la classe ouvrière est de se soulever, et appelle à la grève générale. On peut se demander, s'il n'avait pas été assassiné, ce qu'aurait fait Jaurès, cela restera toujours un mystère. Les divisions laisseront des traces profondes, encore sensibles aujourd'hui. Il y a des conférences socialistes internationales de Zimmerwald (1915), Kiental (1916) et Stockholm (sept 1917) toutes ces conférences sont vaines parce que ce sont des incantations à la paix qui n'ébranlent pas les unions sacrées : en août 1914, il y a eu la guerre, et à la vieille querelle entre réformistes et révolutionnaires s'est ajoutée celle, entre ceux, majoritaires, qui se sont laissés bernés par les politiciens et les diplomates au service des marchands de canons, qui ont voté les crédits de guerre et qui ont rallié l'union sacrée, et ceux qui s'y sont refusés et appelés à la grève générale.

Je vais placer quelques mots sur Rosa Luxemburg (1870-1919), qui est un personnage clef de cette époque. Je me suis beaucoup servi du petit livre de Hannah Arendt dans «*Vies politiques*» 1974. Rosa Luxemburg, à l'inverse de Lénine et de son avant-gardisme dont elle prédit les dérives autoritaires, le parti doit se limiter à un rôle d'éclaircissement du prolétariat et, le grand jour venu, la distinction entre dirigeants et dirigés n'aura plus lieu d'être. Elle dénonce également l'emprise de la bureaucratie syndicale, rongée par le réformisme. À la suite d'un discours appelant les ouvriers allemands à ne pas prendre les armes contre des ouvriers d'autres nationalités (septembre 1913, Francfort-sur-le-Main), elle est condamnée en 1915 à quelques mois de prison pour «*incitation publique à la désobéissance*». Entre temps, elle forme avec plusieurs militants, dont Karl Liebknecht et Clara Zetkin, le groupe spartakiste et fonde le journal «*Die rote Fahne*» (Le Drapeau rouge). Libérée en février 1916, elle reprend aussitôt ses activités publiques. Le 1^{er} mai 1916, lors d'une manifestation spartakiste elle défile aux côtés de Karl Liebknecht, qui, en uniforme de soldat, lance le slogan: «*À bas la guerre! À bas le gouvernement!*». Immédiatement arrêté, il est condamné à quatre ans de prison et Rosa Luxemburg est placée en détention administrative où elle restera jusqu'en novembre 1918.

En janvier 1917, alors que les mutineries se multiplient, les socialistes opposés à la guerre sont exclus du SPD et ils constituent le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD), dont la Ligue spartakiste est le courant d'extrême-gauche. Les choses s'accroissent : en janvier 1918, se déclenche à Berlin une grève générale des ouvriers allemands pour «*la conclusion rapide d'une paix sans annexion*», et pour la démocratisation des institutions. Mais il faudra attendre octobre et l'imminence de la défaite pour obtenir une démocratisation timide de la constitution, et la situation devient rapidement insurrectionnelle : le 29 octobre 1918, les marins des navires de guerre de la base de Kiel refusent de «*mourir pour rien*» dans une inutile bataille navale contre la marine anglaise. Ils se mutinent, s'emparent de Kiel le 4 novembre 1918. Le

mouvement s'étend à Lübeck, Brême, Hambourg, Hanovre, Cologne ; des Conseils ouvriers (soviets) se constituent à Stuttgart et à Munich.

- le 8 novembre, la «République socialiste de Bavière» est proclamée. En Saxe, Dresde et Leipzig se soulèvent. Le drapeau rouge flotte sur la cathédrale de Strasbourg.
- le 9 novembre, le mouvement gagne Berlin : des colonnes d'ouvriers marchent sur le centre de la capitale et occupent des bâtiments publics ; les soldats présents dans la ville fraternisent avec les insurgés. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sortent de prison et regagnent Berlin. Partout se forment des Conseils d'ouvriers et de soldats.
- Ce même 9 novembre, alors que l'abdication du Guillaume II vient d'être annoncée, Max de Bade nomme le social-démocrate Friedrich Ebert chancelier «*pour sauver le Reich du bolchevisme*», et crée un «*Conseil des Commissaires du peuple*», sorte de gouvernement provisoire qui restera en place jusqu'en février 1919.

Vers deux heures de l'après-midi, Philip Scheidemann, comprenant la nécessité de prendre la tête de la révolution pour ne pas être débordé par elle, prononce à la fenêtre du Reichstag une allocution au cours de laquelle il proclame la «*République allemande*»; deux heures plus tard, Karl Liebknecht hisse le drapeau rouge au balcon du château royal de Berlin et proclame la «*République socialiste libre d'Allemagne*».

On a donc deux gouvernements provisoires rivaux, tous les deux socialistes :

- D'une part, le «*Conseil des Commissaires du peuple*», gouvernement «officiel» créé le 9 novembre 1918 par Max de Bade. Il souhaite assurer une transition démocratique par l'élection d'une assemblée constituante au suffrage universel. Il est dominé par le SPD majoritaire, toujours officiellement marxiste mais de tendance réformiste, avec Friedrich Ebert et Philip Scheidemann. Leur programme est très simple : Scheidemann dit : «*Mon parti veillera à ce que l'Allemagne soit à l'abri du bolchevisme*» ; Ebert proclame: «*Je ne veux pas de la révolution, je la hais à l'égal du péché*».
- Et en face, on a les «*Conseils d'ouvriers et de soldats*», soutenus par les radicaux de l'USPD, c'est à dire les socialistes qui avaient refusé de voter les crédits de guerre, et surtout par les Spartakistes qui appellent à l'instauration d'une «*République des conseils* », soviets, ils préconisent l'extension de la révolution à toute l'Europe avec l'aide de la Russie bolchevique ; ils rejettent toute idée de Constituante élue au suffrage universel et de constitution bourgeoise. Ils se diviseront sur ce point dès le mois de décembre.

On peut se demander si ce programme n'était pas trop radical pour les ouvriers allemands, attachés à des valeurs traditionnelles, bourgeoises, comme la propriété, le nationalisme ou la religion. Rosa Luxemburg a une phrase : «*Où est passé le prolétariat allemand ?*» se demandait-elle en 1918.

Le gouvernement Ebert signe aussitôt l'armistice, le 11 novembre 1918, et prend rapidement des mesures populaires destinées à désamorcer les visées révolutionnaires : abolition de l'état de siège, liberté d'association et de réunion, amnistie des délits politiques, et annonce de l'élection d'une constituante au suffrage universel incluant les femmes...

Le 15 novembre, les dirigeants syndicaux liés à la social-démocratie concluent avec les patrons de la grande industrie une convention accordant aux ouvriers la journée de 8 heures et la reconnaissance des syndicats comme représentants des salariés ; c'est l'occasion de faire avancer le progrès social, cela ne se fait jamais tout seul.

Ebert, toujours dans son anti bolchevisme, refuse les offres de blé de Lénine et demande des vivres aux États-Unis, donnant l'assurance qu'aucun bouleversement révolutionnaire n'aura lieu en Allemagne. Il reçoit en outre une offre de Hindenburg, qui lui promet l'appui de l'armée contre les spartakistes. L'état-major commence aussitôt à recruter parmi les unités en cours de démobilisation des Corps francs (*Freikorps*) composés d'officiers et de soldats jugés sûrs. Les escarmouches se multiplient à Berlin.

Le 6 décembre 1918 des troupes gouvernementales occupent la rédaction de Die Rote Fahne, le journal des spartakistes ; une manifestation spartakiste est dispersée à coups de mitrailleuse : treize morts et trente blessés.

Une division de 3.000 marins venue de Kiel, s'empare du palais de la chancellerie, de violents combats ont ensuite lieu entre marins mutinés et troupes régulières : 68 personnes sont blessées ou tuées parmi les marins. Cet épisode est resté présent chez les allemands sous le nom de l'affaire dite des Weihnachtskämpfe (combats de Noël).

Le Congrès national des Conseils d'ouvriers et de soldats, se divise alors le 16 décembre, sur la question démocratique : une majorité issue de l'USPD se prononce pour l'élection au suffrage universel d'une assemblée constituante et les spartakistes, opposés à une démocratie bourgeoise, sont mis en minorité. Le 30 décembre, ils quittent l'USPD et forment le Parti communiste d'Allemagne (KPD). Rosa Luxemburg aurait préféré garder le nom de spartakiste, craignant la bolchevisation du parti, selon l'expression d'Hannah Arendt (Vies politiques), mais elle est mise en minorité. Elle fait malgré tout adopter dans le programme du parti le refus de toute pratique terroriste et appelle les communistes à participer à l'élection de l'assemblée constituante ; la majorité du nouveau parti se prononce pour le boycott de ces élections.

Karl Liebknecht croit à la possibilité d'un soulèvement qui renverserait le gouvernement et l'agitation politique dans les milieux ouvriers tourne à l'affrontement ouvert. Dans la nuit du 5 au 6 janvier, le KPD décide de déclencher l'insurrection. Rosa Luxemburg juge le mouvement prématuré mais choisit de le soutenir par loyauté. Le soulèvement, spontané mais sans plan, sans direction, sans organisation, échoue totalement. Le ministre SPD Gustav Noske, de sinistre réputation, puisque surnommé Bluthund (chien sanguinaire), confie la répression aux Corps francs, c'est à dire, aux pires adversaires de la démocratie. Ils écrasent l'insurrection avec une grande brutalité, tuant les spartakistes qui se présentent porteurs d'un drapeau blanc. Bientôt, tout Berlin est occupé par l'armée.

On a parlé de «*semaine sanglante*», du 6 au 13 janvier 1919, en référence à la Commune de Paris, en 1871. Rosa Luxemburg fait paraître le 14 janvier 1919 son dernier article, intitulé L'Ordre règne à Berlin: «*Les lamentables vaincus des Flandres et de l'Argonne ont rétabli leur renommée en remportant une victoire éclatante sur les 300 spartakistes du Vorwärts (journal du SPD)*». Cela lui coûtera très cher, car le lendemain, elle est arrêtée et conduite à l'hôtel Eden qui sert de quartier général aux troupes chargées de la répression. Des militaires la font ensuite sortir de l'hôtel pour l'escorter en prison, la frappent à coups de crosse et l'achèvent d'une balle dans la tête. Son cadavre est jeté dans un canal et Karl Liebknecht est lui aussi tué par l'escorte qui l'emmenait en prison. Un communiqué affirme que Rosa Luxemburg a été tuée par une foule de citoyens en colère. Ses assassins, sauf un, ne seront jamais poursuivis. Elle laisse une œuvre dense, y compris dans le domaine économique, elle a écrit : «*L'accumulation du Capital*», et «*Introduction à l'Économie politique*».

Je vais vous citer une phrase qu'elle a écrite à propos de la démocratie : «*La tâche historique qui incombe au prolétariat, une fois au pouvoir, c'est de créer, à la place de la démocratie bourgeoise, la démocratie socialiste, et non pas de supprimer toute démocratie. La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement* » Les staliniens ne l'ont vraisemblablement pas entendue !

Mais la révolution n'est pas terminée pour autant: le gouvernement doit affronter un vaste mouvement de grèves, amorcé dans la Ruhr dès décembre 1918 et qui s'étend en février à toute l'Allemagne centrale. Les ouvriers exigent contrôle et propriété collective de leurs usines. Le gouvernement promet la création de comités d'entreprises et la socialisation des consortiums de charbon et de potasse, mais finit par envoyer la troupe.

Le 9 mars, Noske, de sinistre réputation, donne la consigne d'abattre sur-le-champ toute personne prise les armes à la main en train de combattre les troupes gouvernementales. Les affrontements font près d'un millier de morts et les promesses de «*socialisation*» du gouvernement ne touchent pas au statut de la propriété privée des entreprises.

En revanche, pour être juste, la création des comités d'entreprises (loi de 1920) aura des effets bien plus profonds et contribuera au progrès de la démocratie économique en Allemagne, puisque c'est ce que l'on retrouve aujourd'hui, la cogestion.

La République des Conseils de Bavière continue un peu son histoire, mais cela se termine dans le sang, le 3 mai 1919, elle est écrasée (plus de 600 morts).

Pendant ce temps, le sort de l'Allemagne et de l'Europe se décide à la conférence de Paris, du 18 janvier au 28 juin 1919, qui prépare le traité de Versailles; et à Weimar où se réunit l'assemblée constituante qui a fui Berlin en proie à l'insurrection, d'où le nom de «*République de Weimar*». Le choix de Weimar est bien sûr symbolique : Weimar, ancienne capitale de la Saxe, est la ville de Goethe et Schiller, et donc la référence de la culture classique allemande.

L'Assemblée constituante, dont l'extrême-gauche avait tenté d'empêcher la tenue, est élue le 19 janvier 1919, au suffrage universel incluant pour la première fois les femmes. Très forte participation : 84%, ce qui indique un net désir de démocratie. La coalition de Weimar, c'est à dire, le SPD, le Parti démocrate et le Zentrum, parti du centre, parti catholique, c'est à dire les partis majoritaires de l'ancien Reichstag, est largement majoritaire avec 329 sièges sur 421, dont 163 au seul SPD.

Le 10 février, l'Assemblée vote la loi sur le pouvoir provisoire. Ebert est élu Président du Reich ; il charge Scheidemann de former un gouvernement qui remplace le Conseil des Commissaires du peuple. Le SPD a donc l'essentiel du pouvoir, c'est le premier parti à l'Assemblée, le président et chancelier appartiennent aussi au SPD.

Je vais faire un rapide résumé du traité de Versailles, dont tout le monde a entendu parler, ressenti comme un diktat, puisque l'Allemagne vaincue (comme la Russie bolchevique) n'a pas été associée à l'élaboration des conditions de l'armistice, ni à la conférence de paix qui a précédé la signature du traité signé le 28 juin 1919 dans la Galerie des Glaces du Château de Versailles. Les grands sorts de l'Allemagne se décident souvent dans la Galerie des Glaces !

Il y a trois hommes forts pour le traité de Versailles :

- Wilson, le Président des États-Unis d'Amérique, défenseur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dans le but plus ou moins avoué de provoquer la dislocation des empires, y compris les empires coloniaux et d'assurer ainsi la suprématie mondiale des États-Unis. L'Europe est épuisée et endettée, vis à vis en particulier des États-Unis, on a parlé de suicide de l'Europe, les États-Unis d'Amérique sont en réalité les grands vainqueurs de la guerre et Wilson est en mesure d'imposer sa «*pax americana* » basée sur ces fameux 14 points du 8 janvier 1918 : libre-échange et libre circulation, désarmement, restitution des territoires, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et fin des colonies.
- Deuxième homme fort : Lloyd George, premier ministre anglais, qui défend tant bien que mal ce qu'il reste de la suprématie de la Grande-Bretagne, en particulier dans le domaine financier, et veut maintenir à tout prix l'Empire des Indes. Dans la délégation britannique, il faut signaler la présence de Keynes, qui démissionnera de la conférence de paix, jugeant les réparations infligées à l'Allemagne trop importantes. Il publie dès 1919 «*Les Conséquences économiques de la paix*», ouvrage prophétique qui deviendra un best-seller. Pour les amateurs, je signale que l'amant de Keynes, à l'époque, était éditeur, et il a refusé de publier le livre, car il n'y croyait pas, et Keynes l'a publié à compte d'auteur, ce

qui lui a permis de vivre confortablement le reste de sa vie.

- Le troisième homme fort, c'est Georges Clémenceau, dont l'acharnement à faire porter à l'Allemagne l'entière responsabilité du conflit et à l'écraser sous des réparations insoutenables est une des principales causes de l'échec de la République de Weimar. Je pense que lorsque l'on inflige une humiliation à l'adversaire vaincu, il y a toujours un retour de bâton. Cette erreur n'a pas, heureusement, été renouvelée à l'issue de la deuxième guerre mondiale.

Principales clauses, je vais aller très vite.

L'Allemagne est seule responsable de la guerre, il y a des clauses territoriales : l'Allemagne perd le 8^{ème} de son territoire : Alsace-Moselle à la France, perte de toutes les colonies, internationalisation des voies fluviales et aériennes, le couloir de Danzig avec la Pologne. Il y a des clauses militaires : occupation de la rive gauche du Rhin (Cologne, Coblenze, Mayence) et démilitarisation d'une zone de 50 km sur la rive droite, suppression du service militaire obligatoire et armée de métier limitée à 100 000 hommes, fixation et contrôle de l'armement par une commission interalliée. L'Allemagne n'a plus aucun contrôle sur sa puissance militaire.

Et aussi une chose au moins aussi importante, les réparations : confiscation de tous les biens allemands détenus hors d'Allemagne, confiscation d'une quantité de machines, de locomotives, de camions, de péniches, de câbles sous-marins, les installations minières deviennent propriété de la France. Tous les gros bateaux de commerce sont confisqués.

Ensuite, l'Allemagne doit verser 20 milliards de marks-or (20% du PIB) à verser avant le 1^{er} mai 1921. En 1921 la Commission des réparations fixe le montant total à 132 milliards de marks-or sur 42 ans, soient près de 3 milliards et demi par an, c'est à dire plus de 3% du PIB.

L'économie allemande s'en trouve gravement affaiblie : perte de 26 % de la production de charbon, 75% de la production de minerai de fer, 35 % de la production de fonte, 25 % de la production d'acier. Il y a aussi des problèmes d'alimentation : perte de 16 % des récoltes de céréales, 18 % des récoltes de pommes de terre. Ces conditions ont provoqué une vague d'indignation dans la population, qui ignorait, en fait, jusque-là les véritables circonstances de la défaite de l'Allemagne.

Le problème des réparations est l'une des causes de l'instabilité ministérielle et de la fragilisation de la démocratie de Weimar. Il mine les relations internationales dès la fin de la guerre, (je vous en parlerai la semaine prochaine), l'occupation de la Ruhr qui a déclenché la vague d'inflation en 1923, les renégociations difficiles avec les plans Dawes en 1924 et Young en 1929, je vous en parlerai aussi, jusqu'à la conférence de Lausanne (juin 1932). Après la prise du pouvoir par Hitler, l'Allemagne nazie cesse tout remboursement et après la défaite de 1945, une conférence internationale en 1953 remet le remboursement de cette dette à une éventuelle réunification. Mais ceci dit, l'Allemagne de l'Ouest remboursa le principal de la dette jusqu'en 1980.

Je vais aborder maintenant les institutions de la République de Weimar.

Adoptée par l'assemblée constituante le 31 juillet 1919 et promulguée le 11 août 1919, la constitution de Weimar est la première constitution démocratique de l'histoire allemande. C'est une constitution libérale classique, bâtie sur un certain nombre de compromis : fédéralisme et centralisme, régime parlementaire et régime présidentiel, démocratie représentative et démocratie directe, qui rendront son application un peu chaotique.

Les principaux articles :

- Article premier: «*Le Reich allemand est une république. Le pouvoir émane du peuple* ».
- Les 19 articles suivants traitent de la répartition du pouvoir entre l'État central et les Länder, en référence à l'état fédéral.

Il y a deux chambres : le Reichsrat qui représente les Länder, les états fédérés et le Reichstag dont les députés sont élus pour 4 ans à la proportionnelle à un tour, au suffrage universel y compris les femmes. L'initiative des lois appartient au gouvernement et au Reichstag. Les lois du Reich sont approuvées par le Reichstag, mais nombreuses possibilités de référendum et notamment des référendums d'initiative populaire ; malheureusement, ce sont les nazis qui sauront les utiliser à leur profit !

Le pouvoir exécutif appartient au président et gouvernement, on a donc un exécutif à deux têtes, comme notre V^{ème} république, le président est élu pour 7 ans renouvelables au suffrage universel à deux tours. Il peut être révoqué par un vote du peuple sur proposition du Reichstag. Il peut dissoudre le Reichstag. Il est le chef des armées et mène la politique étrangère. Mais déclaration de guerre, conclusion de la paix et toute alliance ou tout traité avec des États étrangers doivent faire l'objet d'une loi votée par le Reichstag. Le gouvernement du Reich est constitué par le chancelier du Reich (Reichskanzler) et les ministres. Le chancelier et les ministres sont nommés et révoqués par le président du Reich et sont soumis au vote de confiance du Reichstag.

Il y a un article 48 sur lequel j'aimerais insister, article qu'Hitler a utilisé dès mars 1933. Il y a deux parties dans cet article :

- 1) Si un Land ne remplit pas les devoirs qui lui incombent en vertu de la Constitution et des lois du Reich, le président du Reich peut l'y contraindre en utilisant la force.
- 2) Le président du Reich peut, lorsque la sûreté et l'ordre public sont gravement troublés ou compromis au sein du Reich, prendre les mesures nécessaires à leur rétablissement ; en cas de besoin, il peut recourir à la force. À cette fin, il peut suspendre l'exercice des droits fondamentaux garantis aux articles 114, ... Hitler en a profité pour se faire voter les pleins pouvoirs dès mars 1933.

Pour les droits individuels fondamentaux, cette constitution est très en avance sur son époque. J'en lis quelques-uns :

- Tous les allemands, hommes et femmes, sont égaux devant la loi. Tout privilège ou inégalité de naissance ou d'ordre est supprimé.
- Le domicile de tout allemand constitue pour lui un lieu d'asile inviolable.
- Le secret des lettres, de la poste, du télégraphe et du téléphone est inviolable.
- Indépendance de la Justice, droit de réunion et d'association, liberté syndicale garantie par la constitution, liberté de croyance et de conscience, liberté de culte garantis par la constitution, il n'y a pas d'Église d'État.
- L'art, la science et leur enseignement sont libres. Le Reich, les Länder et les communes contribuent ensemble à l'organisation d'établissements publics d'enseignement.
- La propriété et l'héritage sont garantis par la Constitution.
- Mais « La propriété foncière dont l'acquisition est nécessaire pour satisfaire aux besoins résultant du manque de logements ou pour développer l'agriculture, peut être expropriée (ce qui vise directement les grands propriétaires terriens). Toutes les richesses du sol et toutes les forces naturelles utilisables sont placées sous le contrôle de l'État. Le Reich peut par la loi transférer à la collectivité les entreprises économiques privées aptes à la socialisation ».

Cette Constitution de Weimar est considérée par beaucoup comme anti-allemande, importée de l'ouest et imposée par les vainqueurs. Les adversaires de la démocratie libérale y opposent l'idée d'un socialisme prussien, d'une démocratie allemande originelle inspirée par les Germains dont on parlait au début.

En opposant la rationalité du formalisme constitutionnel à l'expression vivante de la volonté d'un peuple sans classes, « *Volksgeist* » et « *Volksgemeinschaft* », ce sont deux expressions qui font partie du vocabulaire de base du nazisme, qui sont aujourd'hui des mots maudits. V.

Klemperer a écrit un livre « *LTI* », et ce sont les deux mots-clés qu'il met en premier. Le premier se traduit par *esprit du peuple*, et le second par *la communauté du peuple*, avec à chaque fois la présence du mot *peuple*, qui introduit une composante raciste dans ces expressions, avec une ambiguïté au niveau de la définition. Les nostalgiques de l'ancien Reich ne peuvent accepter une République où les travailleurs sont représentés politiquement par la social-démocratie majoritaire et dans la sphère de l'économie par des syndicats libres puissants. La première démocratie allemande est impopulaire, car issue d'une défaite et d'un diktat, implantée dans une tradition culturelle et politique autoritaire et un contexte de violence.

Je vais parler très rapidement des principaux partis politiques.

La gauche allemande sort de la période révolutionnaire irrémédiablement divisée, du fait du sang versé.

Le SPD reste le premier parti allemand, en nombre de voix et d'adhérents ainsi qu'en nombre de sièges, jusqu'aux élections législatives de juillet 32, où il est dépassé par le parti nazi. Il domine la vie politique allemande jusqu'en 1925 (Ebert président). Mais en plus de leurs divisions, les sociaux-démocrates n'étaient pas préparés à la gestion d'une démocratie, surtout dans des conditions aussi difficiles. Ils avaient bien davantage travaillé au développement de la social-démocratie dans un régime monarchique, en vue d'une sorte de monarchie constitutionnelle socialiste à l'anglaise. Ceci dit, le SPD reste le seul parti à ne pas voter les pleins pouvoirs à Hitler le 23 mars 1933. Déclaré parti ennemi de l'État et du peuple il est interdit par les nazis en juin 1933.

Le KPD (Kommunistische Partei Deutschlands), parti communiste allemand, fondé par les spartakistes après la guerre, il adhère au Komintern en octobre 1920. Il va jusqu'à 17 % des voix en 1932 ; c'est un parti totalement aux ordres de Moscou, du Komintern et plus tard aux ordres de Staline, après la mort de Lénine en 1924. C'est un adversaire résolu de la démocratie bourgeoise, qui refuse toute alliance avec le SPD, désigné comme le principal adversaire, et il boycotte les syndicats libres. J'ai retrouvé dans les archives de mon grand-père un tract du KPD qui date de cette époque : « *L'ennemi principal de la classe ouvrière est le capitalisme, les principaux soutiens du capitalisme sont les sociaux-démocrates, donc les sociaux-démocrates sont le principal ennemi de la classe ouvrière* ».

Les communistes allemands se sont parfois alliés aux plus réactionnaires contre les démocrates bourgeois, on a même parlé de National-bolchevisme. Il y a eu des alliances KPD / NSDAP dans certains Länder (Saxe). On peut même se demander si Staline n'a pas volontairement contribué à la prise de pouvoir par Hitler, dans le but de diviser le camp capitaliste pour avoir ensuite un adversaire à sa taille ? En tous cas, cette stratégie du combat global contre la république bourgeoise a contribué à l'échec de la démocratie. Le journal patronal de l'époque écrit : « *Dans une certaine mesure, les communistes ont un rôle utile dans la vie politique. Ils empêchent les sociaux-démocrates de devenir surpuissants, ils sont un outil précieux pour l'État capitaliste bourgeois car ils sont comme un pieu dans la chair de la social-démocratie* ». Accusé à tort d'avoir mis le feu au Reichstag le 27 février 1933, il est mis hors la loi par les nazis majoritaires au lendemain des élections du 5 mars 1933, où, malgré tout, il avait obtenu 81 sièges.

Il faut aussi mentionner le DDP (*Deutsche Demokratische Partei* : parti démocrate allemand), à gauche également. C'est un tout petit parti, mais il compte, dans ses membres fondateurs, Max Weber (1864-1920), corédacteur de la Constitution de Weimar, Theodor Heuss, futur président de la RFA de 1949 à 1959, Albert Einstein, Thomas Mann. Mais c'est un parti qui n'a jamais joué un grand rôle politique ; il a été dissous par les nazis en 1933 comme parti des juifs.

Au centre, nous avons le Zentrum, qui représente entre 25 et 30% des électeurs, pendant la république de Weimar, joue un rôle d'arbitre, gouvernant tantôt avec le SPD, tantôt avec la droite. Il possède un journal influent : *Germania*. Les hommes politiques qui en ont fait partie : Erzberger, Brüning (chancelier de 1930 à 1932). Le futur chancelier (et vice-chancelier d'Hitler) von Papen, de vieille noblesse catholique, est aussi issu du Zentrum. Le Zentrum vote les pleins pouvoirs à Hitler le 23 mars 1933, et sous la menace de Goebbels, le parti se dissout le 5 juillet 1933. Suite à l'échec du concordat, il disparaît et l'on retrouve de nombreux militants du Zentrum dans le parti chrétien-démocrate (CDU).

Il y a aussi le DVP (*Deutsche Volkspartei* : parti populaire allemand). Centre-droit, républicain. Son membre le plus connu est son fondateur Gustav Stresemann, qui a apaisé la vie politique, puisqu'il a contribué à faire revenir l'Allemagne sur la scène internationale, en signant avec Aristide Briand le Pacte de Locarno en décembre 1925 et en obtenant, avec Aristide Briand le prix Nobel de la Paix en 1926. Il a aussi contribué à ce que l'Allemagne entre dans la Société des Nations en 1926. C'est le principal artisan du rapprochement avec la France. Le parti a été dissous par les nazis en 1933.

Pour terminer, à droite, le DNVP (*Deutsche Nationale Volkspartei* : parti national du peuple allemand). C'est la droite classique, avec son leader Alfred Hugenberg, président du Conseil d'Administration de Krupp, et adversaire acharné de la démocratie et a un peu, on peut le dire, sabordé son parti en le faisant glisser vers une alliance avec les nazis à partir des années 1930.

Et pour finir, le NSDAP (*Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* : parti national-socialiste des travailleurs allemands), créé en 1920 par Anton Drexler, son premier chef, à partir d'éléments divers: un «Deutsche Arbeiterpartei» (DAP) qui existait en Autriche-Hongrie depuis 1904, et qui s'inspirait du tristement célèbre maire de Vienne, et antisémite, Karl Lueger, qui a beaucoup influencé Hitler par son antisémitisme. Et la société de Thulé qui était à l'origine une société d'études ethnographiques orientées vers la mythique région de Thulé à l'extrême nord de l'Europe (Virgile). Elle a été refondée en 1918 par un aventurier qui s'appelle Rudolf von Sebottendorf, et elle proférait une sorte de mystique de la race supérieure aryenne, qui a diffusé, entre autres, le faux «*Protocole des sages de Sion*», pangermaniste et anti-républicaniste. Parmi ses membres les principaux théoriciens du nazisme, Alfred Rosenberg, Rudolf Hess, Hermann Göring, Julius Streich, que du beau monde !

C'était un groupuscule peu organisé au début, mais son nouveau chef à partir de 1922, Adolf Hitler, orateur charismatique, lui donne peu à peu organisation et crédibilité.